

Unité interdépartementale d'Indre-et-Loire et de Loir-et-Cher

Orléans, le 08/07/2022

ZA n°2 des Ailes
25/26, Rue des Ailes
37210 PARCAY-MESLAY

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 02/06/2022

Contexte et constats

Publié sur



DPSPC

150 avenue Yves Farge
ZI des Yvaudières
37700 ST PIERRE DES CORPS

Références : 2022-789 / VAT 2022-0423

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 02/06/2022 dans l'établissement DPSPC implanté 150 avenue Yves Farge ZI des Yvaudières 37700 ST PIERRE DES CORPS. L'inspection a été annoncée le 06/04/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- DPSPC
- 150 avenue Yves Farge ZI des Yvaudières 37700 ST PIERRE DES CORPS
- Code AIOT dans GUN : 0010000683
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- Non IED - MTD

Le Dépôt Pétrolier de Saint-Pierre-des-Corps (DPSPC) exploite des activités de remplissage, stockage et distribution d'hydrocarbures liquides dans son établissement situé sur le territoire de la commune de Saint-Pierre-des-Corps.

Le dépôt est implanté sur deux terrains, un de 30 000 m² (dépôt Ouest, créé en 1954) et un de 45 000 m² (dépôt Est, créé en 1972), reliés par une nappe de cinq canalisations enterrées.

L'approvisionnement s'effectue par le pipeline TRAPIL. Pour la livraison des produits pétroliers, le site dispose de quais de chargement de camions-citernes en dôme et en source (4 postes sources et 1 dôme avec 2 postes). Les chargements sont réalisés seulement sur le dépôt Ouest.

Le dépôt pétrolier exploité par la société DPSPC est réglementé au travers de l'arrêté préfectoral complémentaire du 25/08/2017 actualisant la situation administrative et prescrivant la mise en place de mesures de maîtrise des risques.

L'arrêté ministériel du 3 octobre 2010 modifié s'applique également aux activités exercées par la société DPSPC ainsi que l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié relatif à la prévention des risques accidentels et l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 relatif à la prévention des accidents majeurs.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- suites de la visite d'inspection du 23 avril 2021,
- sous-traitance (action nationale 2022),
- notice de réexamen du site,
- test d'équipements de sécurité.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2 – Notice de réexamen de l'étude de dangers	Code de l'environnement du 02/06/2022, article R. 515-98	/	Sans objet
5 - Remise en service bac n°34 (R2 de la visite d'inspection du 23/04/2021)	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 29-4	/	Sans objet
8 - Rôles et responsabilités	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe 1 – point 1	/	Sans objet
9 - Identification des risques des activités sous-traitées	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe 1 – point 2	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1 - changement de nom d'exploitant (NC1 de la visite d'inspection du 23/04/2021)	Code de l'environnement du 02/06/2022, article R. 181-47 V	/	Sans objet
3 - Formations référent PM2I (D2 de la visite d'inspection du 23/04/2021)	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 29-6	/	Sans objet
4 - Exercice inondation (R1 de la visite d'inspection du 23/04/2021)	AP Complémentaire du 25/08/2017, article 7.3.6	/	Sans objet
6 - État des stocks	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 47	/	Sans objet
7 - Présence SGS	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 8	/	Sans objet

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
10 - Formation des sous-traitants et gestion des situations d'urgence	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5 (alinéa 3)	/	Sans objet
11 - Formation de sous-traitants	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe 1 - Point 5	/	Sans objet
12 - Réalisation de l'activité sous-traitée	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe 1 – point 3 (alinéa 1)	/	Sans objet
13 - Surveillance des performances des sous-traitants	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe 1 – point 6	/	Sans objet
14 - NH-NTH du bac n°31	AP Complémentaire du 25/08/2017, article 7.8.13	/	Sans objet
15 - Détection déversement de produit en cuvette	AP Complémentaire du 25/08/2017, article 7.10.5	/	Sans objet
16 - Scenarrio feu sous-cuvette 1	AP Complémentaire du 25/08/2017, article 7.20.13.4	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection figurent dans les tableaux ci-dessus.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : 1 - changement de nom d'exploitant (NC1 de la visite d'inspection du 23/04/2021)

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 02/06/2022, article R. 181-47 V
Thème(s) : Situation administrative, Changement d'exploitant
Prescription contrôlée : En outre, pour toutes les installations relevant de l'article L. 515-32, l'exploitant informe, au préalable, le préfet de tout changement du nom, de la raison sociale ainsi que du siège de la société exploitant l'établissement et de l'adresse de ce dernier.
Constats : La non-conformité est levée.
Observations : NC1 de la visite d'inspection du 23/04/2021 : la demande de changement d'exploitant n'a pas été réalisée. Par courrier du 27/04/2021, l'exploitant a informé la Préfecture du changement de nom d'exploitant, qui est désormais D.P.S.P.C. (Dépôt Pétrolier de Saint Pierre des Corps). Un récépissé de déclaration de changement de dénomination sociale a été délivré en date du 03/06/2021.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : 2 - Réexamen de l'étude de dangers

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 02/06/2022, article R. 515-98
Thème(s) : Risques accidentels, Notice de réexamen de l'étude de dangers
Prescription contrôlée : [...] L'étude de dangers fait l'objet d'un réexamen sous la forme d'une notice au moins tous les cinq ans et d'une révision, si nécessaire. [...]
Constats : La notice de réexamen de l'étude de dangers n'a pas été transmise à l'inspection des installations classées dans le délai réglementaire (cinq ans suivants le 31 janvier 2017).
Observations : D1 de la visite d'inspection du 23/04/2021 : L'exploitant veillera à annexer les études inondation à son étude de dangers lors de ses futures mises à jour. La dernière étude de dangers compilée du site a été déposée en préfecture le 31 janvier 2017. La notice de réexamen de l'étude de dangers devait être réalisée avant le 31 janvier 2022. Au jour de l'inspection, la notice de réexamen de l'étude de dangers n'a pas été transmise. L'exploitant indique que la notice de réexamen de l'étude de dangers est en cours de réalisation mais il n'a pas indiqué d'échéance. L'exploitant indique que l'étude inondation sera bien intégrée.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : 3 - Formations référent PM2I (D2 de la visite d'inspection du 23/04/2021)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 29-6
Thème(s) : Risques accidentels, PM2I et réservoir de stockage
Prescription contrôlée : Les inspections externes et hors exploitation sont réalisées : - par des services d'inspection de l'exploitant reconnus par le préfet ou le ministre chargé du développement durable ; ou - par un organisme indépendant habilité par le ministre chargé de la sécurité industrielle pour toutes les activités de contrôle citées à l'article L. 557-28 du code de l'environnement ; ou - par des inspecteurs certifiés selon un référentiel professionnel reconnu par le ministre chargé du développement durable ; ou - sous la responsabilité de l'exploitant, par une personne compétente désignée à cet effet, apte à reconnaître les défauts susceptibles d'être rencontrés et à en apprécier la gravité. Le préfet peut récuser la personne ayant procédé à ces inspections s'il estime qu'elle ne satisfait pas aux conditions du présent alinéa. [...]
Constats : La demande est satisfaite.
Observations : D2 de la visite d'inspection du 23/04/2021 : L'exploitant communiquera à l'inspection des installations classées les justificatifs de formation du chargé de maintenance qui réalise les visites de routine et du référent PM2I ainsi que les fiches de poste associées. L'exploitant a transmis la fiche d'analyse de poste du chargé de maintenance qui assure les différents contrôles et maintenance des installations dans le cadre du PMII.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : 4 - Exercice inondation (R1 de la visite d'inspection du 23/04/2021)

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 25/08/2017, article 7.3.6
Thème(s) : Risques accidentels, Risque inondation
Prescription contrôlée : Prescription non publiable.
Constats : La remarque R1 de la visite d'inspection du 23/04/2021 a été prise en compte.
Observations : Les éléments consignés par l'inspection dans le cadre de ce thème relèvent des "informations sensibles". Ils sont détaillés dans la partie confidentielle du présent rapport.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : 5 - Remise en service bac n°34 (R2 de la visite d'inspection du 23/04/2021)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 29-4
Thème(s) : Risques accidentels, PM2I et réservoir de stockage
Prescription contrôlée : Les inspections hors exploitation détaillées comprennent a minima : <ul style="list-style-type: none">-l'ensemble des points prévus pour l'inspection externe détaillée ;-une inspection visuelle interne approfondie du réservoir et des accessoires internes ;-des mesures visant à déterminer l'épaisseur restante par rapport à une épaisseur minimale de calcul ou une épaisseur de retrait, conformément, d'une part, à un code adapté et, d'autre part, à la cinétique de corrosion. Ces mesures portent a minima sur l'épaisseur du fond et de la première virole du réservoir et sont réalisées selon les meilleures méthodes adaptées disponibles ;-le contrôle interne des soudures. Sont a minima vérifiées la soudure entre la robe et le fond et les soudures du fond situées à proximité immédiate de la robe ;-des investigations complémentaires concernant les défauts révélés par l'inspection visuelle s'il y a lieu. Les inspections hors exploitation détaillées sont réalisées aussi souvent que nécessaire et au moins tous les dix ans, sauf si les résultats des dernières inspections permettent d'évaluer la criticité du réservoir à un niveau permettant de reporter l'échéance dans des conditions prévues par un guide professionnel reconnu par le ministère chargé du développement durable. Ce report ne saurait excéder dix ans et ne pourra en aucun cas être renouvelé. A l'inverse, ce délai peut être réduit si une visite de routine ou une inspection externe détaillée réalisée entre-temps a permis d'identifier une anomalie.
Constats : L'exploitant tient informée l'inspection des installations classées de la remise en service du bac n°34.
Observations : Observations de la visite d'inspection du 23/04/2021 concernant le bac n°34 : Vu le rapport technique de l'opération décennale du bac n°34 réalisée du 19/05/2019 au 19/06/2019 par l'Institut de Soudure (rapport avant travaux). Vu le certificat de jaugeage du bac n°34 réalisée le 19/05/2019. Vu le bac n°34 (dépôt Est) qui n'a pas été remis en service après le contrôle décennal du 19/05/2019. Vérification de l'ouverture des deux trous d'homme de ce bac et de la fermeture du clapet de sortie de ce bac. L'exploitant précise que la DCI du bac est active (couronnes reliées à la DCI du site). R2 de la visite d'inspection du 23/04/2021 : L'exploitant tiendra informée l'inspection des installations classées de la remise en service du bac n°34. La remise en service du bac n°34 n'a pas été réalisée au jour de l'inspection. Ce bac n'est pas utilisé. Constat du volume de 0 m3 indiqué dans le récapitulatif de téléjaugeage du 02/06/2022 à 12h22.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : 6 - État des stocks

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 47
Thème(s) : Risques accidentels, État des stocks
Prescription contrôlée : [...] L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, d'accident, de pertes d'utilité ou de tout autre évènement susceptible d'affecter l'installation. [...] Pour les matières dangereuses, cet état est mis à jour a minima de manière quotidienne. [...]
Constats : Conforme.
Observations : Vu le récapitulatif de téléjaugeage du 02/06/2022 à 12h22 communiqué sur demande de l'inspection des installations classées. L'affectation des bacs et les capacités de stockage autorisées indiquées dans l'arrêté préfectoral du 25/08/2017 sont respectées. Les niveaux des cinq cuves des additifs sont également suivis : <ul style="list-style-type: none">- une cuve avec 4 compartiments (41, 42, 43 et 44),- une cuve avec 3 compartiments (45, 46 et 47),- une cuve avec 1 seul compartiment (48),- une cuve avec 3 compartiments (55, 56 et 57),- une cuve avec 3 compartiments (100, 101 et 102). Les niveaux des cuves d'éthanol sont également suivis (26, 27 et 28)
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : 7 - Présence SGS

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 8
Thème(s) : Actions nationales 2022, Sous-traitance
Prescription contrôlée : L'exploitant met en place dans l'établissement un système de gestion de la sécurité applicable à toutes les installations susceptibles de générer des accidents majeurs en application de l'article L. 515-40 du code de l'environnement. Le système de gestion de la sécurité est conforme aux dispositions mentionnées en annexe I au présent arrêté. L'exploitant met en œuvre les procédures et actions prévues par le système de gestion de la sécurité, conformément à l'article R. 515-99 du code de l'environnement. L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les différents documents mentionnés à l'annexe I du présent arrêté.
Constats : Pas de non-respect de prescription constaté. Le SGS pourrait utilement être complété afin d'avoir une information plus précise sans avoir besoin de se référer aux procédures.
Observations : Vu le manuel SGS de l'établissement DPSPC, révisé en avril 2022. Constat de la présence d'un système de gestion de la sécurité, applicable à l'ensemble des installations du dépôt pétrolier DPSPC, qui traite des différentes thématiques listées en annexe I de l'arrêté du 26 mai 2014. Des procédures, instructions et modes opératoires existent et sont mis en œuvres sur le site (contrôle des procédures listées dans le corps du présent rapport - par sondage et par interview). La gestion des équipements sensibles identifiées dans l'étude de dangers en vigueur comme participant à la prévention des accidents majeurs est identifiée : le SGS renvoie vers la procédure P.I01.14 qui définit les modalités de gestion des MMR. De même, la gestion globale des entreprises extérieures est identifiée : le SGS renvoie aux procédures P.D05.01 qui décrit les modalités d'établissement d'un Plan de Prévention et comporte les documents qui s'y rattachent, et P.I01.12 qui décrit la gestion des modifications. Ces procédures n'ont pas fait l'objet d'un contrôle lors de la présente inspection. L'ensemble des documents est tenu à disposition de l'inspection des installations classées.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : 8 - Rôles et responsabilités

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe 1 – point 1
Thème(s) : Actions nationales 2022, Sous-traitance
Prescription contrôlée : [...] Les fonctions des personnels associés à la prévention et au traitement des accidents majeurs, à tous les niveaux de l'organisation, sont décrites [...]. Le personnel des entreprises extérieures travaillant sur le site mais susceptible d'être impliqué dans la prévention et le traitement d'un accident majeur est identifié. Les modalités d'interface avec ce personnel sont explicitées. [...]
Constats : Le SGS ne détaille pas le rôle du personnel des entreprises extérieures ainsi que l'interface avec eux dans le cadre de la prévention des incidents, accidents y compris accidents majeurs.
Observations : Vu la partie 1 du SGS (Organisation-Formation) qui présente les missions et fonctions participant à la mise en œuvre de la PPAM. Il est indiqué que le directeur HSE de Raffinerie du Midi est le garant auprès de la Direction de Raffinerie du Midi de l'application des règles et procédures internes en application de la politique de prévention des accidents majeurs de la société DPSPC. Pour le directeur d'établissement, son adjoint et les opérateurs du dépôt, les missions et responsabilités sont précisées dans une description de poste. L'organisation et la gestion des analyses de poste sont traitées dans la procédure P.K01.01, qui n'a pas fait l'objet d'un contrôle lors de la présente visite d'inspection. Constat que le rôle du personnel des entreprises extérieures ainsi que l'interface avec eux dans le cadre de la prévention des incidents, accidents y compris accidents majeurs n'est pas précisé dans le SGS.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : 9 - Identification des risques des activités sous-traitées

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe 1 – point 2
Thème(s) : Actions nationales 2022, Sous-traitance
Prescription contrôlée : Des procédures sont mises en œuvre pour permettre une identification systématique des risques d'accident majeur susceptibles de se produire en toute configuration d'exploitation des installations. [...]
Constats : La réalisation d'une surveillance post-opératoire lors d'un permis feu (visite 2 h après la fin des travaux par point chaud) n'est pas formalisée. Des exigences renforcées pour les entreprises intervenant sur des MMR / barrières de sécurité identifiées dans l'étude de dangers en vigueur pourraient utilement être intégrées au sein des procédure concernant les travaux réalisés par les entreprises extérieures.
Observations : Les éléments consignés par l'inspection dans le cadre de ce thème relèvent des "informations sensibles". Ils sont détaillés dans la partie confidentielle du présent rapport.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : 10 - Formation des sous-traitantes et gestion des situations d'urgence

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5 (alinéa 3)
Thème(s) : Actions nationales 2022, Sous-traitance
Prescription contrôlée : [...] Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une formation sur les risques des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident et, s'ils y contribuent, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. [...]
Constats : Pas de non-respect de prescription constaté. L'exploitant pourrait utilement veiller à sensibiliser aux risques du dépôt DPSPC de manière plus approfondie le personnel des entreprises extérieures intervenant sur des MMR / barrières de sécurité.
Observations : Les éléments consignés par l'inspection dans le cadre de ce thème relèvent des "informations sensibles". Ils sont détaillés dans la partie confidentielle du présent rapport.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : 11 - Formation de sous-traitants

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe 1 - Point 5
Thème(s) : Actions nationales 2022, Sous-traitance
Prescription contrôlée : En cohérence avec les procédures du point 2 (Identification et évaluation des risques d'accidents majeurs) et du point 3 (Maîtrise des procédés, maîtrise d'exploitation), des procédures sont mises en œuvre pour la gestion des situations d'urgence. Leur articulation avec les plans d'opération interne prévus à l'article L. 515-41 du code de l'environnement est assurée. Ces procédures font l'objet : <ul style="list-style-type: none">- d'une formation spécifique dispensée à l'ensemble du personnel concerné travaillant dans l'établissement, y compris le personnel d'entreprises extérieures appelé à intervenir momentanément dans l'établissement ;- de tests de mise en œuvre sous forme d'exercice, et, si nécessaire, d'aménagements.
Constats : Pas de non-respect de prescription constaté. L'exploitant pourrait utilement s'interroger sur la pertinence d'exiger une attestation de formation « manipulation d'extincteurs » pour les personnels des entreprises extérieures intervenant sur le site.
Observations : Les éléments consignés par l'inspection dans le cadre de ce thème relèvent des "informations sensibles". Ils sont détaillés dans la partie confidentielle du présent rapport.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : 12 - Réalisation de l'activité sous-traitée

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe 1 – point 3 (alinéa 1)
Thème(s) : Actions nationales 2022, Sous-traitance
Prescription contrôlée : [...] Des procédures et des instructions sont mises en œuvre pour permettre la maîtrise des procédés et l'exploitation des installations en sécurité. Les phases de mise à l'arrêt et de démarrage des installations, d'arrêt, de même que les opérations d'entretien et de maintenance, même sous-traitées, font l'objet de telles procédures. [...]
Constats : Pas de non-respect de prescription constaté. L'exploitant pourrait utilement mettre en place une vigilance particulière pour les interventions sur des MMR / barrières de sécurité.
Observations : Les éléments consignés par l'inspection dans le cadre de ce thème relèvent des "informations sensibles". Ils sont détaillés dans la partie confidentielle du présent rapport.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : 13 - Surveillance des performances des sous-traitants

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe 1 – point 6
Thème(s) : Actions nationales 2022, Sous-traitance
Prescription contrôlée : Des procédures sont mises en œuvre en vue d'une évaluation permanente du respect des objectifs fixés par l'exploitant dans le cadre de sa politique de prévention des accidents majeurs et de son système de gestion de la sécurité. Des mécanismes d'investigation et de correction en cas de non-respect sont mis en place. [...]
Constats : Pas de non-respect de prescription constaté. L'exploitant pourrait utilement identifier et définir dans sa procédure les compétences et qualifications des personnels des entreprises extérieures pour réaliser des activités comprenant des tâches critiques comme l'intervention sur des MMR/ barrières de sécurité (niveau de qualification/formation renforcé, sous-traitance uniquement auprès du fabricant des équipements,...). L'exploitant pourrait utilement adapter la grille d'évaluation des fournisseurs pour la sous-traitance des activités comprenant des tâches critiques comme l'intervention sur des MMR/ barrières de sécurité.
Observations : Les éléments consignés par l'inspection dans le cadre de ce thème relèvent des "informations sensibles". Ils sont détaillés dans la partie confidentielle du présent rapport.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : 14 - NH-NTH du bac n°31

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 25/08/2017, article 7.8.13
Thème(s) : Risques accidentels, Test d'équipement de sécurité
Prescription contrôlée : Prescription confidentielle
Constats : Pas de non-respect des prescriptions constaté lors des tests effectués sur l'un des bacs du dépôt.
Observations : Les éléments consignés par l'inspection dans le cadre de ce thème relèvent des "informations sensibles". Ils sont détaillés dans la partie confidentielle du présent rapport.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : 15 - Détection déversement de produit en cuvette

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 25/08/2017, article 7.10.5
Thème(s) : Risques accidentels, Test d'équipements de sécurité
Prescription contrôlée : Prescription confidentielle
Constats : Pas de non-respect de prescription constaté lors de la réalisation du test
Observations : Les éléments consignés par l'inspection dans le cadre de ce thème relèvent des "informations sensibles". Ils sont détaillés dans la partie confidentielle du présent rapport.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : 16 - Scenario feu sous-cuvette 1

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 25/08/2017, article 7.20.13.4
Thème(s) : Risques accidentels, Test d'équipements de sécurité
Prescription contrôlée : Prescription confidentielle
Constats : Pas de non-respect de prescription constaté lors de la réalisation du test
Observations : Les éléments consignés par l'inspection dans le cadre de ce thème relèvent des "informations sensibles". Ils sont détaillés dans la partie confidentielle du présent rapport.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet